

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°89 – Semaine du 27 janvier 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Le taux de croissance de la population nordique en 2024
par rapport à l'année précédente :

+ 0,6%

La population totale des pays nordiques atteint 28,2 millions d'habitants.

Le pays le plus peuplé de la zone est la Suède (10,6M), suivie par le Danemark (6M), la Finlande (5,6M), la Norvège (5,5M) et l'Islande (0,4M).

L'Islande a enregistré le rythme de croissance de la population le plus rapide (+2,3%).

Source : Nordics Statistics,

Pays nordiques

Les pays nordiques ont un taux d'emploi élevé par rapport à la moyenne européenne. Dans la tranche d'âge des 15 à 74 ans, l'Islande se classe au premier rang en 2023, selon Eurostat, avec un taux d'emploi de 77,8 %, contre 61,3% pour la moyenne des pays de l'UE (61,2% zone Euro). La Norvège occupe, pour sa part, le 4ème rang (70,1%), la Suède est 6ème (69,4%) et le Danemark figure aussi dans le top 10 (8ème avec un taux d'emploi de 68,4%). La Finlande est 18ème avec 63,9%.

Guide Michelin : le Danemark reste la destination privilégiée pour la haute gastronomie nordique. Les pays nordiques comptent au total 85 restaurants inscrits au Guide Michelin (110 étoiles cumulées). Le Danemark, reste le « centre culinaire » de cette zone, avec 31

restaurants dans le Guide Michelin (44 étoiles au total, dont trois restaurants triplement étoilés). La Suède compte 22 restaurants étoilés (28 étoiles au total, dont un 3 étoiles), la Norvège 20 restaurants (25 étoiles, dont deux 3 étoiles), la Finlande 9 établissements (10 étoiles au total) et, enfin, l'Islande 3 restaurants (3 étoiles au total).

Le gestionnaire d'actifs norvégien Storebrand AM transfère ses fonds domiciliés en Norvège vers la Suède. Le principal gestionnaire privé d'actifs norvégien, Storebrand AM (102 Md€ d'actifs sous gestion), transfère la domiciliation de tous ses fonds d'investissement actuellement basés en Norvège vers la Suède (soit environ 35 Md€ d'actifs concernés). Les motifs évoqués sont d'ordre réglementaire et stratégique (gestion unifiée des fonds nordiques).

Danemark

La menace de Donald Trump d'imposer des droits de douane sur la production danoise affecterait un quart des exportations de biens du pays vers les États-Unis.

A la suite des annonces du président américain quant à son souhait d'acquérir et de contrôler le Groenland, le Danemark redoute des tarifs douaniers spéciaux sur ses exportations vers les États-Unis dont il semble menacé dans ce contexte. Plusieurs économistes danois soulignent cependant que les plus grandes entreprises danoises sont bien préparées pour faire face à de telles mesures. En effet, si les États-Unis représentent le premier marché d'exportation du Danemark (335 Mds DKK, soit 45 Mds€, au cours des quatre derniers trimestres, dont 224 Mds DKK, soit 30 Mds€, de biens et 111 Mds DKK, soit 15 Mds€, de services, selon la Chambre de commerce danoise, *Dansk Erhverv*), 75% des exportations danoises de biens vers les États-Unis sont produites à l'étranger et ne seront, par conséquent, pas soumises à de potentiels droits de douane ciblant spécifiquement le pays. Selon *Dansk Erhverv*, les biens produits au Danemark et exportés vers le marché américain ont représenté 54 Mds DKK (7 Mds€) au cours des quatre derniers trimestres et comprennent notamment des machines, des produits pharmaceutiques et des produits alimentaires. Les exportations totales de biens et services vers les États-Unis représentent environ un dixième du PIB danois, tandis que les exportations de biens traversant la frontière danoise s'élèvent à 2,3% du PIB.

Dépendance du Danemark à la Chine : une vulnérabilité économique critique ?

Un rapport du think-tank *Kraka*, réalisé en partenariat avec Deloitte, révèle que 24 produits, dont 12 provenant majoritairement de Chine et d'Inde, sont essentiels à la chaîne d'approvisionnement danoise. Des produits chimiques cruciaux comme le baryum et le strontium, essentiels dans les industries médicales ou électroniques, font partie de cette liste. Alors que la Première ministre Mette Frederiksen a plaidé en faveur d'une

réduction de cette dépendance, les économistes soulignent la complexité d'une telle transition, étant donné l'interconnexion économique entre l'Europe et la Chine. Les auteurs du rapport estiment qu'une stratégie européenne à long terme est nécessaire pour concilier souveraineté industrielle et coopération commerciale. En 2023, la Chine était le huitième partenaire commercial du Danemark en termes d'exportations et le cinquième pour les importations, selon l'Institut danois de la Statistique (*Danmarks Statistik*).

L'inflation au Danemark augmente au mois de décembre.

En 2024, l'inflation annuelle moyenne au Danemark s'est établie à 1,4 %, son niveau le plus bas depuis 2020, après avoir atteint 3 % en 2023 et presque 8 % en 2022. Toutefois, en décembre, les prix ont augmenté de 1,9 % en glissement annuel (contre 1,6% en novembre), en raison notamment de la hausse des coûts de l'énergie, des loyers et du chauffage urbain. Les prix alimentaires ont également contribué à cette hausse, avec une augmentation de 4,7 % sur un an, portée par des produits comme le beurre, le café et le chocolat. Malgré cette hausse ponctuelle, la stabilisation globale de l'inflation a renforcé le pouvoir d'achat des Danois. Selon *Danske Bank*, la Banque centrale européenne devrait poursuivre la baisse de ses taux d'intérêt pour soutenir une économie européenne en stagnation.

Leo Pharma conclut un accord stratégique avec Gilead.

Leo Pharma, le plus ancien groupe pharmaceutique danois, a signé un partenariat avec le géant américain Gilead, incluant un paiement initial pour Leo Pharma de 1,8 Md DKK (241 M€) et une valeur totale pouvant dépasser 12 Mds DKK (1,6 Mds€). L'accord prévoit le développement de la plateforme Stat 6 qui devrait servir à produire un médicament luttant contre les maladies inflammatoires. Cette collaboration s'inscrit dans la stratégie de Leo Pharma, qui prépare son introduction en bourse prévue pour le premier semestre 2026. Avec environ 4 000 employés et un chiffre d'affaires annuel de 11 Mds DKK (1,5 Mds€), l'entreprise continue de consolider sa position mondiale.

Nykredit lance une offre pour acquérir Spar Nord.

Nykredit a officiellement présenté une offre d'achat de Spar Nord (6^{ème} banque du Danemark), valorisée à 210 DKK (28 €) par action, soit un total de 24,7 Mds DKK (3,3 Mds€). L'acquisition, qui pourrait faire de Nykredit la troisième plus grande banque du Danemark, est conditionnée par un seuil minimal de possession de 67 % des actions et de l'approbation des autorités. La Fondation Spar Nord a déjà déclaré soutenir l'offre d'acquisition, tout comme le conseil d'administration et le directoire de la banque. Nykredit avait déjà indiqué il y a un mois son intention de racheter Spar Nord, et a entre-temps augmenté sa participation de 19,6% à 28,7%. Après l'acquisition, le nouveau groupe bancaire devrait garder deux marques distinctes. Cette opération constituerait une étape stratégique visant à renforcer la position de Nykredit face à Danske Bank, Nordea et Jyske Bank.

Ørsted annonce des dépréciations d'actifs à hauteur de 12 Mds DKK (1,6 Mds€).

En janvier 2025, Ørsted a annoncé des dépréciations pour un montant de 12,1 Mds DKK (1,6 Mds€) pour le quatrième trimestre de 2024, principalement en raison de difficultés rencontrées aux États-Unis. Cela inclut l'impact de la hausse des taux d'intérêt et des retards dans le projet éolien offshore Sunrise Wind au large de New York, dont la mise en service est désormais repoussée à 2027. Malgré ces dépréciations, Ørsted maintient ses prévisions de revenu brut d'exploitation (EBITDA) pour 2024 à 24,8 Mds DKK (3,3 Mds€). Le PDG Mads Nipper a exprimé sa déception mais reste confiant dans la solidité opérationnelle de l'entreprise. Les incertitudes liées au marché américain, notamment la politique énergétique sous la présidence de Donald Trump, continuent néanmoins de peser sur la société.

Finlande

La Finlande enregistre un nombre record de faillites en 2024.

L'ombudsman des faillites recense 3 035 faillites sur l'année, soit 320 (12%) de plus qu'en 2023. Selon le centre national des statistiques, 3 484 procédures de faillites ont été entamées en 2024, soit 169 (5%) de plus qu'en 2023, qui était déjà une année record depuis le milieu des années 1990 (au-dessus du pic de 3 275 faillites en 2009). Le secteur de la construction est particulièrement concerné (21 % des faillites), suivi par celui du commerce de détail (16 % des faillites).

Accord entre les partenaires sociaux sur la réforme des retraites.

Les organisations syndicales et patronales sont parvenues le 19 janvier à un accord sur un projet de réforme du système de retraites, qui a été transmis au gouvernement. Selon le quotidien *Helsingin Sanomat*, le texte propose qu'un mécanisme « stabilisateur d'inflation » soit introduit pour limiter la hausse des pensions lorsque l'inflation dépasse la croissance des salaires. Les cotisations resteraient fixées à 24,4 % entre 2026 et 2030. Les fonds de pension seraient autorisés à davantage s'exposer au risque sur les marchés financiers. Selon le *HS*, la réforme améliorerait le financement des retraites à hauteur de 0,57 % du PIB, alors que le gouvernement avait fixé aux partenaires sociaux l'objectif de 0,4 %.

Grève des industries chimiques et technologiques.

Des négociations collectives ont débuté dans ces secteurs à l'automne 2024, sans accord à ce stade sur la hausse des salaires. Le syndicat de l'industrie, Teollisuusliitto, et le syndicat des cadres, Pro, ont annoncé deux séries de grèves de six jours à partir du 27 janvier et du 3 février, dans plus de 100 entreprises, dont Fortum, Metso, Wärtsilä et Valmet. Les syndicats de l'électricité et de la construction mèneront des grèves de solidarité d'une journée, et le syndicat des transports a annoncé un blocus des ports du 27 janvier au 1^{er} février en soutien aux grévistes.

La Finlande va interdire la privatisation des services de l'eau.

La ministre de l'agriculture et des forêts, Sari Essayah, a présenté le 9 janvier un projet de loi visant à interdire totalement la privatisation des sociétés de distribution d'eau. Le projet prévoit que les municipalités conservent 100 % de la propriété de ces sociétés, alors que la première version du texte soumise à consultation prévoyait un seuil de 50,1 %, ouvrant la porte à des privatisations partielles. Cette proposition avait été critiquée par les auteurs de l'initiative citoyenne « *L'eau nous appartient* », à l'origine de la réforme, ainsi que par les partis d'opposition.

L'autorité de l'énergie épingle Caruna pour des retards de raccordement.

Dans une décision du 13 janvier, l'autorité de l'énergie accuse le distributeur de retards délibérés dans des raccordements au réseau électrique. Caruna aurait sciemment ralenti les délais, atteignant parfois 17 mois, pour servir ses intérêts financiers. La société conteste cette décision. En septembre 2024, Caruna avait ouvert une procédure d'arbitrage contre l'Etat finlandais au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), après une réforme renforçant le contrôle des prix de l'électricité. Caruna est détenu à 40 % par le fonds américain KKR, et à 40 % par le fonds de pension des enseignants de l'Ontario.

Metsä Board prévoit de fermer son usine de carton de Tampere.

Le groupe forestier a annoncé le 16 janvier l'ouverture de négociations pour un plan social concernant 360 emplois, dont les 190 salariés de l'usine de Tampere et les 152 de celle de Kyrökoski (sud du pays). 215 emplois pourraient être supprimés. La société justifie sa décision par des pertes en 2023-2024, et une faible compétitivité. Les négociations dureront six semaines. L'usine de Tampere représente 13 % de la capacité de production de carton de Metsä, de 1,6 Mt par an.

Islande

Augmentation du nombre de touristes en Islande.

Les chiffres publiés par l'*Icelandic Tourist Board* révèlent une augmentation annuelle de 2,2% du nombre de touristes en Islande, avec 2,3 millions de touristes accueillis en 2024. Malgré un début d'année 2024 difficile pour la filière, avec une contraction de 4,8% du nombre de visiteurs étrangers au deuxième trimestre causée par l'incertitude liée aux éruptions sur la péninsule de Reykjanes, la fin de l'année a été caractérisée par une augmentation de 6% du nombre de touristes. Selon les prévisions de l'organisme, l'année 2025 devrait être marquée par une augmentation modérée (1,7%) du contingent des visiteurs étrangers, avant une intensification de cette dynamique dès 2026 (augmentation projetée de 7%).

Hausse des revenus d'exportations de l'aquaculture islandaise.

Selon les données publiées par *Statistics Iceland*, la valeur cumulée en 2024 des exportations islandaises de produits de la mer issus de l'aquaculture s'est établie à 53,6 Mds ISK (366 M €), dépassant ainsi le précédent record de 50,1 Mds ISK (342 M €) atteint en 2022. Le secteur est caractérisé par une croissance importante au cours des dernières années : les revenus de l'aquaculture représentent 15,5 % des exportations islandaises de produits de la mer au titre de l'année 2024, contre seulement 2,6 % en 2015.

Début des travaux de construction du système de bus à haut niveau de service Borgarlína à Reykjavik.

Les premiers coups de pelles pour la construction du réseau de transports *Borgarlína* ont été donnés à Reykjavik le 18 janvier. En phase de préparation depuis 2015, le projet a pour objectif d'améliorer l'offre, l'efficacité et l'interconnectivité des transports en commun dans la région de la capitale islandaise. Les travaux commencent par la construction d'un nouveau pont devant relier les municipalités de Reykjavik et de Kópavogur à travers la baie de Fossvogur. Le pont devrait être terminé en 2028.

Annnonce de la vente au printemps 2025 des parts détenues par l'Etat islandais dans la banque Islandsbanki.

Le ministre des Finances islandais, Dadi Mar Kristofersson, a annoncé sa volonté de conclure la vente des parts détenues par l'Etat islandais dans la banque *Islandsbanki* en 2025. L'Etat détient actuellement 42,5 % des parts de la banque et pourrait en obtenir une valeur estimée à environ 100 Mds ISK (683 M €). Selon les annonces du ministre, la vente devrait avoir lieu au printemps 2025.

Appréciation de 4 % de la couronne islandaise en 2024.

Selon la Banque centrale islandaise, le cours de la monnaie islandaise a été relativement stable en 2024. La couronne islandaise s'est appréciée de 4 %, une tendance qui s'est accélérée en fin d'année. Selon les économistes, l'acquisition de l'entreprise islandaise de transformation alimentaire *Marel* par l'américain *John Bean Technologies* aurait contribué à cette appréciation en raison de l'importance de la transaction au regard de la taille du marché islandais.

Norvège

Recul de l'inflation en 2024.

L'inflation est passée de 5,5% en 2023 à 3,1% en 2024 selon le SSB. Ce recul s'explique principalement par la baisse des cours de l'électricité. Ces 12 derniers mois, les prix de l'alimentation ont toutefois augmenté de 5,3%, atteignant même 8,1% pour les produits de la mer.

Désaccords de la coalition gouvernementale sur les prix de l'électricité.

Devant le conseil exécutif du Parti travailliste, le Premier ministre Jonas Gahr Støre a proposé le 20 janvier quatre mesures pour stabiliser les cours de l'électricité : reconduction des subventions de l'Etat aux ménages, création de tarifs fixes pour les consommateurs, nouvelles règles d'encadrement des producteurs, suppression de la TVA à 25% sur l'utilisation du réseau électrique. Cette dernière mesure pourrait à elle seule représenter 750 M€ de manque à gagner annuel pour l'Etat. De son côté, le ministre des finances Trygve Slagsvold Vedum (Parti du centre) juge ces mesures inefficaces et préconise un encadrement des tarifs, une nouvelle réglementation sur les câbles électriques vers les marchés étrangers et l'abandon des projets d'électrification du plateau continental.

Production record de gaz en 2024.

Selon les chiffres du ministère de l'énergie, 124 Mds de m³ standard (Sm³) de gaz ont été vendus en 2024 par la Norvège. Il s'agit d'un nouveau record de production, supérieur aux 122,8 Mds de Sm³ en 2022. La majeure partie de ce gaz est acheminée par gazoduc vers les pays de l'UE et le Royaume-Uni. Le gaz norvégien couvre environ 30 % de la consommation de gaz de l'UE et du Royaume-Uni.

Attribution de 53 nouvelles licences de prospection pétrolière.

Le ministre de l'énergie Terje Aasland a attribué le 14 janvier 53 nouvelles licences de prospection à 20 compagnies pétrolières (33 en mer du Nord, 19 en mer de Norvège et une en mer de Barents). Réunis à l'appel de la militante suédoise Greta Thunberg, une centaine de manifestants ont dénoncé cette initiative.

Onze licences de stockage de CO2 ont été délivrées.

« L'intérêt pour le stockage de CO2 sous le plateau continental norvégien est significatif et il augmente » a fait savoir le ministère de l'énergie dans son rapport d'activité 2024. Pour l'heure, onze licences ont été délivrées, pour une capacité totale de stockage de 1,5 à 2 Mds de tonnes de CO2 sur l'ensemble du plateau continental. Deux licences supplémentaires devraient être attribuées courant 2025. Le recensement des ressources minérales sous-marines se poursuivra dans 17 zones en 2025.

Le Parti conservateur favorable à des investissements du Fonds souverain dans la défense.

Au début des années 2000, le ministère des finances a interdit au Fonds souverain d'investir dans les industries militaires. Le monde a changé et la guerre est de retour en Europe, constate le Parti conservateur, qui plaide pour un assouplissement de ces règles éthiques. Il partage l'analyse de l'ancien Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg, qui a déclaré la semaine dernière à Oslo : « *qu'y a-t-il de plus éthique que des investissements dans la défense de notre propre pays et de celle de l'Ukraine ?* ».

Vers 3% du PIB alloué à la défense.

Pour son premier déplacement de l'année, le ministre de la défense Bjørn Arild Gram s'est rendu sur la base de Skjold (Troms). Dans le contexte international marqué par les incertitudes, il a expliqué que la Norvège tendrait à allouer 3% de son PIB à ses armées à l'horizon 2030. L'année 2025 sera décisive pour l'Ukraine, a-t-il précisé, indiquant qu'il se rendrait à Washington au plus vite.

Visite du ministre français des armées à Oslo.

Le ministre des armées Sébastien Lecornu s'est rendu en Norvège le 16 janvier pour rencontrer son homologue Bjørn Arild Gram. Au cours de cette visite, la France et la Norvège ont signé une lettre d'intention sur le renforcement de leur coopération en matière de défense, d'équipements militaires ou encore de protection des infrastructures critiques. La lettre d'intention souligne également l'importance du Grand Nord. La France est l'un des quatre pays en lice pour la vente de nouvelles frégates à la Norvège. Du côté norvégien, Kongsberg a présenté son drone sous-marin autonome Hugin, récemment acquis par l'armée française.

Signature d'un accord spatial entre la Norvège et les Etats-Unis.

La Norvège et les Etats-Unis ont signé le 16 janvier l'accord de garanties technologiques (TSA), qui facilitera le lancement de lanceurs et de satellites américains depuis la base spatiale d'Andøya. Le TSA est un accord de droit international visant à empêcher la diffusion non autorisée de technologies américaines. Les Etats-Unis ont conclu des accords similaires avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Cet accord permet aux acteurs américains, y compris militaires, d'exploiter la base pour leurs propres lancements.

Rapport de la Norvège et des Etats-Unis sur les défis du marché des matières premières.

Le nouveau rapport du ministère norvégien du commerce et de l'industrie et du département américain du commerce analyse la manière dont les pratiques non commerciales dans le secteur des matières premières essentielles menacent les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le rapport examine notamment l'utilisation intensive par la Chine d'instruments étatiques tels que les subventions, les quotas, les entreprises d'Etat et les prêts bon marché. Selon le rapport, ces pratiques affectent le marché et réduisent artificiellement les prix.

Le gouvernement norvégien désigne Rare Earths Norway comme projet stratégique dans le cadre du Partenariat pour la sécurité minière (MSP).

La ministre du commerce et de l'industrie Cecilie Myrseth a annoncé qu'elle avait choisi le projet de *Rare Earth Norway AS* (REN), qui dispose des droits sur le champ de Fen, comme 1^{er} projet stratégique du MSP. Le site de Fen, dans le Telemark, est le plus grand gisement de terres rares d'Europe (9 Mt). Il comprend notamment des minerais utilisés dans la production d'aimants permanents pour les éoliennes, les moteurs électriques et la technologie de la défense. Le MSP est une initiative menée par les Etats-Unis, impliquant 14 pays et l'UE, visant à accélérer le développement de chaînes de valeurs pour les matières premières critiques. REN candidate également pour être reconnu comme projet stratégique par le CRMA.

Intérêt de l'armateur chinois Cosco pour Kirkenes.

Le transporteur maritime chinois Cosco continue à montrer de l'intérêt pour le port norvégien de Kirkenes, situé à l'extrême nord de la Norvège, rapporte NRK. Alors qu'elle figure

dorénavant sur la liste noire des Etats-Unis en raison de ses liens supposés avec l'armée chinoise, cette entreprise chinoise est également identifiée par le service norvégien de renseignement extérieur (*E-tjenesten*) comme un risque potentiel pour la sécurité du royaume si elle parvenait à construire des terminaux portuaires en Norvège. Interrogé, le maire de Kirkenes Magnus Mæland (Parti conservateur) demande à l'exécutif de lui donner des directives claires sur la réponse à apporter à Cosco.

Bilan du transport ferroviaire en 2024.

L'année 2024 est une année record pour le transport ferroviaire en Norvège avec 83 millions de voyages (+30% depuis dix ans). Le ministre des transports Jon-Ivar Nygård se félicite de ces bons résultats, mais pointe aussi du doigt les mauvaises statistiques en termes de ponctualité des trains. En 2024, la ponctualité était de 86,1 % pour les trains de passagers contre 87,6 % en 2023.

89% des véhicules neufs immatriculés en 2024 étaient des modèles électriques.

89% des 128 691 véhicules neufs immatriculés l'an dernier étaient des modèles électriques, une proportion qui tend vers l'électrification totale du parc automobile souhaitée par les autorités norvégiennes. Un client sur cinq s'est tourné vers Tesla. Les autres fabricants les plus populaires sont Volkswagen, Toyota, Volvo et BMW.

Intérêt marqué pour la recherche sur l'IA.

La Norvège investira environ 833 M€ pour se doter de quatre à six centres de recherche sur l'intelligence artificielle (IA). Pour ce faire, le Conseil norvégien de la recherche a lancé un appel à candidatures qui vient d'être clôturé. Une cinquantaine de dossiers ont été déposés, réunissant plus de 600 acteurs des secteurs public et privé.

Visite du ministre norvégien de l'agriculture et de l'alimentation à Berlin.

Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation Geir Pollestad participait le 16 janvier à la Semaine verte de Berlin. Il y a fait la promotion des produits agricoles norvégiens. Le ministre avait fixé pour objectif en janvier 2025 d'accroître la production agricole norvégienne pour un montant supérieur à 2 Mds€ d'ici 2035. La stratégie du gouvernement repose sur un accompagnement des producteurs et des incitations auprès des consommateurs.

Suède

La dette de l'Etat représente 18% du PIB fin 2024.

Selon l'Agence de la dette (*Riksgälden*), la dette de l'Etat a atteint 1151 Mds de SEK fin décembre 2024, soit 100 Mds€. Après trois années d'excédent budgétaire, 2024 se solde par un déficit budgétaire de 104 Mds de SEK (9 Mds€) ce qui porte la dette de l'Etat central à 18% du PIB. Pour mémoire, la dette des administrations publiques suédoises s'est établie à 33,6% du PIB en 2024 (*Konjunktur Institutet*).

Le PIB augmente de 1,4% en novembre par rapport au mois précédent.

Cet indicateur en données corrigées des variations saisonnières et par rapport au mois précédent, est supérieur aux anticipations des marchés (0,4%) et fait suite à deux mois de contraction du PIB (-0,4% en septembre et en octobre 2024). Le gouvernement avait, en décembre 2024, révisé à la baisse sa prévision de croissance du PIB pour 2025 (+2%, soit -0,5 pts par rapport aux prévisions de septembre).

L'écart de rémunération entre les femmes et les hommes était de 10% en 2023.

Selon l'Institut de la médiation (MI), l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes est resté pratiquement inchangé depuis 2019. Le salaire mensuel moyen (avant impôts) des femmes était de 37 800 SEK (3 287€) en 2023, soit 90 % du salaire mensuel moyen de 42 000 SEK des hommes (3 652€). Les différences salariales sont dues à divers facteurs, comme la surreprésentation des hommes dans le secteur privé par exemple. Si l'on tient compte des facteurs explicatifs disponibles dans les statistiques en utilisant la pondération standard, il subsiste en 2023 une différence inexplicquée à poste et profil identiques de 4,8%.

Le nombre de passagers maritimes passant par les ports suédois continue de diminuer.

Selon l'administration maritime suédoise (*Sjöfartsverket*), l'instabilité internationale en mer Baltique pèse sur l'offre de croisières depuis la pandémie. Au total, 20,5 M de passagers ont voyagé sur des navires opérant dans les ports suédois en 2024, soit une baisse de 3 % par rapport à 2023 et de 24%

par rapport à 2019 (27 M de passagers). Les ports les plus affectés par cette baisse d'activité sont ceux de Strömstad, Helsingborg, Kapellskär et Göteborg. Une part substantielle de ces voyageurs transite entre la Suède (Stockholm) et la Finlande (Helsinki/Åbo).

Le gouvernement suédois propose l'interdiction du chalutage de fond dans les zones marines protégées.

Un amendement de la loi sur la pêche permettrait au gouvernement d'interdire le chalutage de fond dans les zones marines protégées (parcs marins nationaux, réserves naturelles, zones de protection des biotopes et zones Natura 2000). A ce sujet, la ministre suédoise des Affaires européennes, Jessica Rosencratz, a déclaré: « *la Suède joue un rôle actif, au niveau national et au sein de l'UE, pour protéger les océans. Avec cette proposition, nous renforçons notre leadership en matière de pêche durable et de protection de l'environnement marin* ». Pour que ces propositions entrent en vigueur, elles doivent être approuvées par le Parlement.

L'épargne des ménages en fonds communs de placement atteint un niveau record.

L'épargne nette en fonds commun de placement a augmenté de 208 Mds de SEK en 2024 (18 Mds€), dont 130 Mds (11,3 Mds€) directement liés aux fonds en actions. Les actifs des particuliers placés dans des fonds a ainsi atteint 8 355 Mds de SEK fin 2024 (725 Mds€, dont 68% placés dans des fonds en actions), soit l'équivalent de 130% du PIB. 7 suédois sur 10 disposent aujourd'hui d'une épargne placée en fonds et actions, notamment via l'équivalent du PEA en Suède (ISK).

La construction du réacteur d'essai dans la centrale nucléaire d'Oskarshamn débute.

L'entreprise énergétique allemande Uniper et l'entreprise suédoise Blykalla travaillent sur le premier nouveau réacteur suédois en 40 ans. Jacob Stedman, PDG de Blykalla, a annoncé que cette installation de 70 MW se concentrerait sur les essais plutôt que sur la production commerciale d'électricité. L'entreprise vise à rendre opérationnel son premier petit

réacteur modulaire commercial Sealer-55 d'ici la fin 2029, avec un objectif de construction de 1 000 unités Sealer-55 d'ici 2050, pouvant produire jusqu'à 500 TWh/an.

Les autorités suédoises prudentes suite aux affirmations relayées par le Washington Post sur le caractère accidentel des ruptures de câbles en mer Baltique.

Selon le quotidien américain, un consensus émergerait entre plusieurs responsables de services d'intelligence américains et européens suggérant que les récentes ruptures de câble seraient accidentelles. En réponse, des représentants de la police suédoise, des procureurs et du gouvernement affirment que les enquêtes sont toujours en cours et qu'aucune conclusion définitive n'a été tirée. Les autorités ont confirmé que ces câbles ont subi des interférences externes, sans prendre position sur la nature intentionnelle ou non de ces incidents. Le ministre de la défense Pål Jonson a souligné la nécessité de poursuivre les enquêtes, tout en faisant remarquer que l'on ne pouvait ignorer que la Russie avait recours à des opérations hybrides dans la région de la mer Baltique.

La Suède est à l'avant-garde des nouvelles immatriculations de voitures électriques dans l'UE.

Plus de 1,5 million de voitures particulières zéro émission ont été immatriculées dans l'UE en 2023, soit 14,5% du total des nouvelles immatriculations, selon Eurostat. En Suède 38,6% des nouvelles voitures immatriculées sont zéro émission.

EQT souhaite devenir le leader du capital-investissement européen et asiatique.

Depuis son introduction en bourse en 2019, le fonds d'investissement a multiplié par six ses actifs sous gestion, notamment suite à l'acquisition en 2022 de l'entreprise hongkongaise *Barings Private Equity Asia* pour un montant de 7,5 Mds USD. Avec 50 Mds USD de liquidités disponibles, EQT a pour ambition de devenir le leader du capital-investissement en Europe et en Asie. Il figure actuellement parmi les cinq principaux fonds mondiaux de *private equity*, derrière Blackstone et KKR.

Le français Flowbird est absorbé par le groupe suédois EasyPark.

Flowbird, spécialiste de la billettique et des appareils d'horodateurs (2 000 collaborateurs, dont 600 à Besançon) est absorbé par le groupe suédois EasyPark, l'un des premiers acteurs en Europe dans les solutions d'aide au stationnement et de recharge des véhicules électriques. A l'issue de cette opération, le groupe comptera 3 800 employés et pourra poursuivre son expansion rapide aux Etats-Unis, où Flowbird équipe déjà 80% des 100 plus grandes villes du pays en horodateurs.

SSAB se retire d'un projet de construction d'une usine d'acier vert aux Etats-Unis, lequel devait bénéficier d'un soutien financier de 500 MUSD dans le cadre de

'Inflation Reduction Act.

Le sidérurgiste SSAB avait annoncé en mars 2024 avoir été sélectionné dans le cadre d'un projet de construction d'une usine de production d'acier à partir d'hydrogène vert dans le comté de Perry, dans le Mississippi. Ce projet bénéficiait d'un financement du Département américain de l'énergie jusqu'à 500 M USD dans le cadre des aides fédérales de *'Inflation Reduction Act.* SSAB aurait décidé de retirer sa demande de soutien pour ce projet, selon le quotidien *Dagens Industri* citant la responsable de la communication de la société.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024
Suède	5,9	1,5	-0,2	0,6	0	0,3
Danemark	7,4	1,5	2,5	-0,7	1,3	1,2
Finlande	2,7	1,5	-1,2	0,4	0,1	0,3
Norvège ¹	3,9	3,2	0	0,2	2	-1,8
dont PIB continental	4,5	4,3	0,6	0,4	0,3	0,5
Islande	5,3	9	5	-1	1,5	-1,1

Sources : [OCDE](#), SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

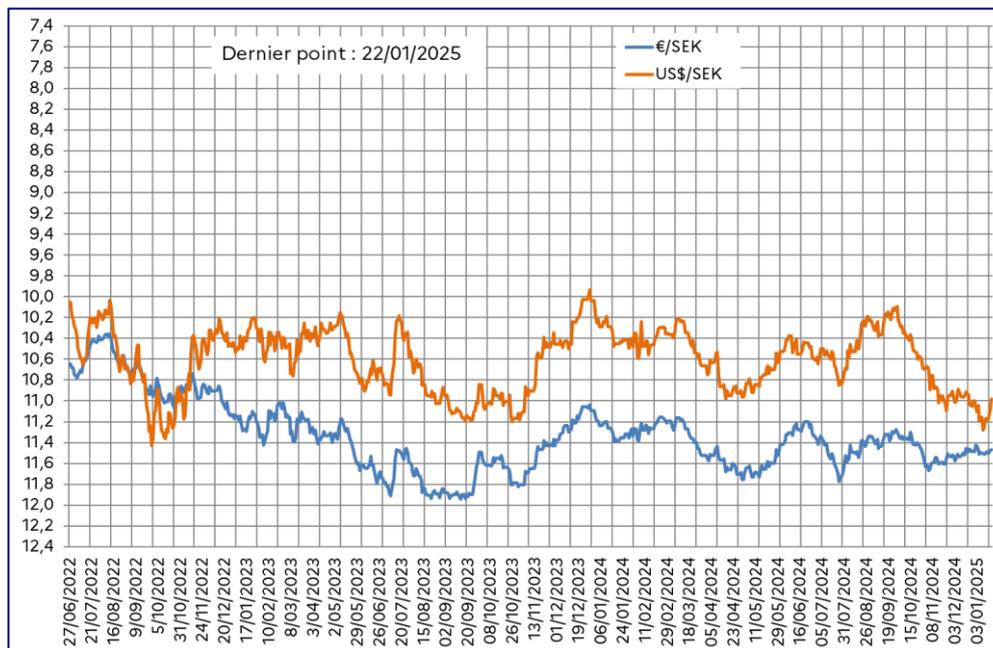
	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4	2	1,3
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6	1,3	1,7
Finlande	2,2	7,1	6,2	0,8	0,5	1	0,9
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3	2,8	2,4
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7	5,9	4,9

Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

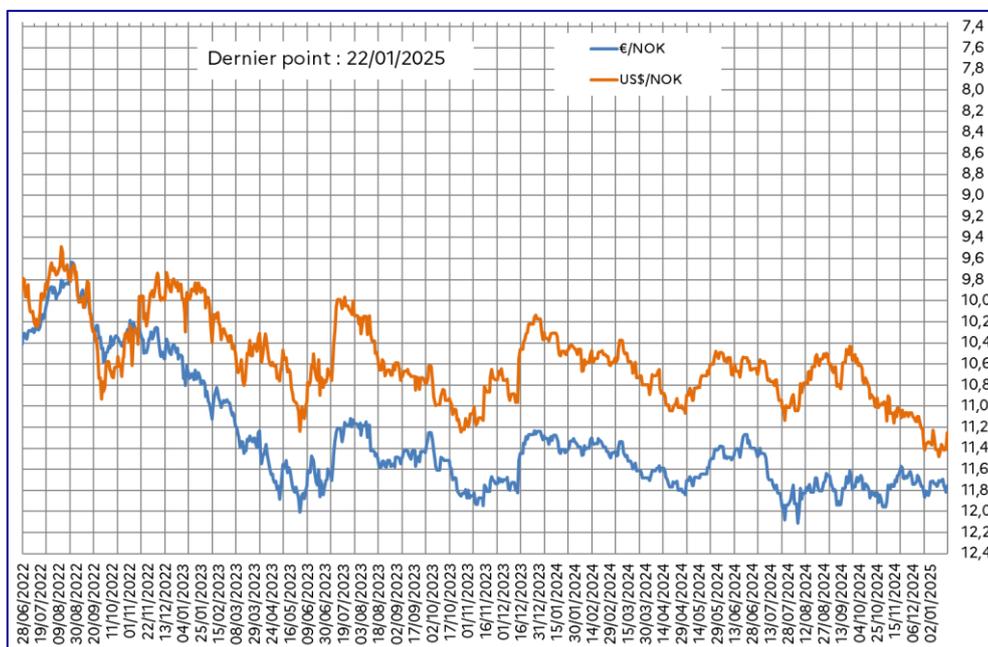
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Faure) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr